

Unité départementale Le Havre  
48 rue Denfert Rochereau  
BP 59  
76084 Le Havre

Le Havre, le 31/10/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/10/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **NORIAP**

22 boulevard Michel Strogoff  
80440 Boves

Références : 20241004\_Suite VI 20/04/2021  
Code AIOT : 0005801040

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/10/2024 dans l'établissement NORIAP implanté RTE DE YEBLERON RD 149 FAUVILLE 76640 TERRES-DE-CAUX. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Suite à sa précédente visite en date du 20 avril 2021, l'inspection a formulé dans son rapport 12 demandes à l'exploitant. L'objectif principal de la visite était de faire un point sur ces remarques.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- NORIAP
- RTE DE YEBLERON RD 149 FAUVILLE 76640 TERRES-DE-CAUX
- Code AIOT : 0005801040

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement Noriap situé à Terre-de-Caux exploite un silo aujourd'hui soumis au régime de la déclaration avec contrôle périodique.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
6	Maintenance préventive	Arrêté Préfectoral du 09/08/2007, article 8	Demande d'action corrective	6 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Bénéfice des droits acquis	Code de l'environnement du 04/12/2015, article L.513-1	Sans objet
2	Contrôle périodique	Code de l'environnement du 02/12/2008, article R.512-55	Sans objet
3	Colonne sèche	Arrêté Préfectoral du 07/08/2003, article 4.1.3	Sans objet
4	Blocs autonomes d'éclairage de sécurité (BAES)	Arrêté Préfectoral du 07/08/2003, article 4.4.1	Sans objet
5	Analyse risques foudre	Arrêté Préfectoral du 09/08/2007, article 8	Sans objet
7	Rejet eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 07/08/2003, article 3.1.5.1	Sans objet
8	Clôture	Arrêté Préfectoral du 07/08/2003, article 4.1.7	Sans objet
9	Réserve d'eau incendie	Arrêté Préfectoral du 07/08/2003, article 4.3.1	Sans objet
10	Dispositifs de découplage	Arrêté Préfectoral du 09/09/2007, article 10	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a répondu à l'ensemble des demandes du rapport de visite du 20 avril 2021. Par conséquent, l'inspection ne propose aucune suite administrative mais sera vigilante au respect des délais de réponse aux demandes faites dans le présent rapport.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Bénéfice des droits acquis**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 04/12/2015, article L.513-1
---

<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Rubriques ICPE
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>Les installations qui, après avoir été régulièrement mises en service, sont soumises, en vertu d'un décret relatif à la nomenclature des installations classées, à autorisation, à enregistrement ou à déclaration peuvent continuer à fonctionner sans cette autorisation, cet enregistrement ou cette déclaration, à la seule condition que l'exploitant se soit déjà fait connaître du préfet ou se fasse connaître de lui dans l'année suivant l'entrée en vigueur du décret.</p>
<b>Constats :</b>  <p><b><u>Constat lors de la visite du 20/04/2021</u></b>  Le jour de la visite, un point, basé sur les affirmations de l'exploitant et sur son courrier de demande de bénéfice d'antériorité en date du 25/11/2013, a été réalisé au sujet des rubriques ICPE qui encadrent les activités du site.  <b>Demande1 : l'exploitant validera le tableau (annexé au rapport) des nouvelles rubriques applicables au site ou fera part à l'inspection de ses éventuelles remarques.</b></p> <p><b><u>Éléments transmis par l'exploitant suite à la visite de 2021:</u></b>  Par mail du 07/06/2021, l'exploitant a validé le tableau des nouvelles rubriques applicables au site en corrigeant une erreur de classement concernant les séchoirs (qui ne sont pas classés en rubrique 2260 mais intégrés dans l'activité de silo 2160).  Depuis la dernière visite, l'exploitant a transmis un dossier de porter à connaissance par courrier du 15/12/2021. Ce dossier détaille le remplacement de l'un des deux séchoirs du site par un nouveau séchoir d'une puissance de 8,6 MW.</p> <p><b><u>Constat lors de la visite du 04/10/2024 :</u></b>  Lors de la visite d'inspection du 04/10/2024, le nouveau séchoir venait d'être installé. L'exploitant a expliqué que ce séchoir allait remplacer les deux séchoirs existants du site (d'une puissance thermique nominale totale de 6,18 MW). L'un des deux anciens séchoirs (« séchoir 2000 ») est à l'arrêt et son démantèlement est prévu pour 2025.</p> <p><b><u>Relevé de décision :</u></b> les rubriques applicables au site et reprises dans le tableau en annexe du présent rapport seront mises à jour dans le système d'information des installations classées (GUNenv).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Contrôle périodique

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 02/12/2008, article R.512-55
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Contrôle périodique
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>Les installations classées pour la protection de l'environnement soumises à</p>

l'obligation de contrôle périodique prévu à l'article L. 512-11 sont fixées à l'annexe de l'article R. 511-9.
<p><b>Constats :</b></p> <p><b><u>Constat lors de la visite du 20/04/2021 :</u></b></p> <p>Lors du contrôle périodique de conformité des installations vis-à-vis de l'arrêté ministériel (AM) du 28 décembre 2007 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 2160, l'organisme de contrôle a pu constater que le démarrage des équipements de manutention est asservi au démarrage du système de dépoussiérage mais n'a pas pu mettre en échec le système de dépoussiérage pour tester l'arrêt des équipements de manutention (non-conformité à article 4.16 de l'AM du 28/12/07).</p> <p><b>Demande 2 : l'exploitant définira une solution permettant de disjoncter le système de dépoussiérage et tester si les équipements de manutention se mettent bien à l'arrêt. Ce test devra être réalisé lors du contrôle périodique quinquennale de 2021.</b></p> <p><b><u>Éléments transmis par l'exploitant suite à la visite de 2021:</u></b></p> <p>Par mail 25/11/2022, l'exploitant a transmis les rapports de vérification périodique des installations datant du 24/11/2022 (rapport silo plat + rapport silo vertical). Le site est conforme à l'article 4.16 de l'AM du 28/12/07. Les 2 rapports ne relèvent aucune non-conformité majeure.</p> <p><b><u>Relevé de décision :</u></b> l'inspection considère que l'exploitant a répondu à la demande n° 2 du rapport de visite de 2021.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 3 : Colonne sèche**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/08/2003, article 4.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérifications périodique
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toutes les vérifications concernant notamment : les moyens de lutte contre l'incendie, [...]</p> <p>doivent faire l'objet d'une inscription sur un registre ouvert à cet effet avec les mentions suivantes :</p> <p>date et nature des vérifications, personne ou organisme chargé de la vérification, motif de la vérification : vérification périodique ou suite à un accident et, dans ce cas, nature et cause de l'accident.</p> <p><b>Constats :</b></p>

**Constat lors de la visite du 20/04/2021 :**

L'exploitant a indiqué qu'aucun contrôle de la colonne sèche n'a été réalisé depuis son installation.

**Demande 3 : l'exploitant fera faire un contrôle de la colonne sèche, puis fixera une périodicité de contrôle périodique pour les années à venir.**

**Éléments transmis par l'exploitant suite à la visite de 2021 :**

Par mail du 19/07/2021, l'exploitant a transmis un rapport de vérification de la colonne sèche du 28/06/2021. Ce rapport relève deux non-conformités : « Signalétique manquante et purge automatique DN15 HS ».

Par mail du 27/09/2021, l'exploitant a transmis un mail du 22/09/2021 de la société de contrôle de la colonne sèche indiquant que la signalétique a été installée mais qu'il reste le purgeur automatique à remplacer.

**Constat lors de la visite du 04/10/2024 :**

L'exploitant a indiqué avoir remplacé le purgeur automatique et a fourni à l'inspection un nouveau rapport de vérification de la colonne sèche datant du 24/06/2022. Ce dernier ne relève aucune non-conformité.

L'inspection a constaté sur site que la signalétique près de la colonne sèche est bien présente.

**Relevé de décision : l'inspection considère que l'exploitant a répondu à la demande n° 3 du rapport de visite de 2021.**

**Type de suites proposées : Sans suite**

**N° 4 : Blocs autonomes d'éclairage de sécurité (BAES)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 07/08/2003, article 4.4.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Installations électriques

**Prescription contrôlée :**

Les installations électriques doivent satisfaire aux dispositions du décret du 14 novembre 1988 pris pour l'exécution des dispositions du livre II (titre III : hygiène, sécurité et conditions de travail) du code du travail en ce qui concerne la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques.

**Constats :**

**Constat lors de la visite du 20/04/2021 :**

Il a été constaté sur site qu'au moins 4 blocs autonomes d'éclairage de sécurité (BAES) ne fonctionnaient pas le jour de la visite.

**Demande 4 : l'exploitant remplacera les BAES défectueux.**

**Éléments transmis par l'exploitant suite à la visite de 2021 :**

Par mail du 19/07/2021, l'exploitant a indiqué avoir changé tous les BAES défectueux (soit 21 BAES sur 33 d'après un premier rapport de vérification de 2021) et a transmis un nouveau rapport de vérification indiquant la conformité des 33 BAES du site.

**Constat lors de la visite du 04/10/2024 :**

Le jour de la visite, l'inspection n'a pas constaté de BAES défectueux (contrôle par sondage).

**Relevé de décision :** l'inspection considère que l'exploitant a répondu à la demande n° 4 du rapport de visite de 2021.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Analyse risques foudre**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 09/08/2007, article 8

**Thème(s) :** Risques accidentels, Foudre

**Prescription contrôlée :**

Le silo est efficacement protégé contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre

**Constats :**

**Constat lors de la visite du 20/04/2021 :**

Au sujet des dispositifs de protection du site contre la foudre, l'exploitant a indiqué que le site est auto-protégé contre la foudre et ne nécessite pas de vérification. Un extrait d'une analyse des risques foudre (ARF) du 16/03/2010, annexée à la révision de l'étude de dangers du site de novembre 2011, indique également pour les deux silos : « l'analyse du risque foudre fait que le silo est auto protégé. Il n'est donc pas nécessaire de mettre en place un système de protection contre les effets de la foudre. »

**Demande 5 :** l'exploitant transmettra à l'inspection la version complète de l'ARF de mars 2010 (sous un délai d'un mois).

**Éléments transmis par l'exploitant suite à la visite de 2021 :**

Par mail du 07/06/2021, l'exploitant a transmis l'ARF du site. Celle-ci conclut : « L'analyse du risque foudre fait que le silo céréales est auto protégé. Il n'est donc pas nécessaire de mettre en place un système de protection contre les effets de la foudre ».

<p><b>Relevé de décision :</b> l'inspection considère que l'exploitant a répondu à la demande n° 5 du rapport de visite de 2021.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 6 : Maintenance préventive**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/08/2007, article 8</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des risques d'incendie et d'explosion</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'état des dispositifs d'entraînement, de rotation et de soutien des élévateurs et des transporteurs et l'état des organes mécaniques mobiles est contrôlé à une fréquence adaptée déterminée par l'exploitant, et au moins annuellement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u><b>Constat lors de la visite du 20/04/2021 :</b></u></p> <p><b>Demande 6 :</b> l'exploitant transmettra à l'inspection un plan d'actions associé à un échéancier reprenant l'ensemble des observations émises lors des contrôles de maintenance préventive des appareils de manutention de février et mars 2021 et qui n'ont pas été soldées le jour de la vérification.</p> <p><u><b>Éléments transmis par l'exploitant suite à la visite de 2021 :</b></u></p> <p>Par mail du 20/08/2021, l'exploitant a transmis un plan d'action de maintenance préventive. Les non-conformités les plus critiques sont notées réalisées.</p> <p><u><b>Constat lors de la visite du 04/10/2024 :</b></u></p> <p>Par mail du 10/10/2024, l'exploitant a transmis le rapport de maintenance préventive de 2024 des dispositifs visant à détecter et stopper tout dysfonctionnement des appareils pouvant entraîner un éventuel échauffement. Sur les 40 dispositifs listés dans le rapport :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 10 ne semblent pas avoir été contrôlés ;</li> <li>- 8 font l'objet d'une observation indiquant une maintenance ultérieure à réaliser. 3 observations étaient déjà formulées dans le rapport de 2021 (2 de criticité faible et 1 de criticité modérée).</li> </ul> <p>Concernant les dispositifs non-contrôlés, l'exploitant a expliqué lors de la visite que des installations liées à l'ancien séchoir ne sont plus en fonctionnement et sont en attente du démantèlement prévu en 2025.</p> <p><b>Relevé de décision :</b> l'inspection considère que l'exploitant a répondu à la demande n° 6 du rapport de visite de 2021. Néanmoins, elle demande à l'exploitant de reprendre le rapport de maintenance préventive de 2024 en indiquant quel est le matériel non-fonctionnel en attente de démantèlement, d'attribuer un niveau de criticité aux non-conformités identifiées dans le rapport</p>



<p>et de transmettre ces éléments à l'inspection. L'exploitant lèvera ensuite les observations du rapport en priorisant les non-conformités de criticité importante puis modérée.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Demande n° 1 :</b> l'exploitant reprendra le rapport de maintenance préventive de 2024 en indiquant quel est le matériel non-fonctionnel en attente de démantèlement, attribuera un niveau de criticité aux non-conformités identifiées dans le rapport et transmettra ces éléments à l'inspection (sous 1 mois).</p> <p><b>Demande n° 2 :</b> l'exploitant justifiera la levée des observations du rapport de maintenance préventive de 2024 (sous 6 mois).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p>

#### N° 7 : Rejet eaux pluviales

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/08/2003, article 3.1.5.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux pluviales</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le rejet des eaux pluviales respecte les valeurs limites suivantes : concentration en matières en suspension inférieure à 30 mg/l, concentration en demande chimique en oxygène inférieure à 120 mg/l, concentration en hydrocarbures inférieure à 10 mg/l.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Constat lors de la visite du 20/04/2021 :</u></p> <p><b>Demande 7 :</b> l'exploitant transmettra à l'inspection un rapport d'analyse des eaux pluviales (sous 6 mois) et fixera une périodicité de ces analyses pour les années à venir. <b>Demande 8 :</b> l'exploitant formalisera une procédure visant à entretenir de manière régulière le séparateur d'hydrocarbures.</p> <p><u>Éléments transmis par l'exploitant suite à la visite de 2021 :</u> Par mail du 31/08/2021, l'exploitant a transmis un rapport d'analyse des eaux pluviales : les résultats sont conformes à l'article 3.1.5.1 de l'arrêté préfectoral du 07/08/2003. Néanmoins, la concentration en matières en suspension atteint la valeur seuil de 30 mg/l.</p>

**Constat lors de la visite du 04/10/2024 :**

Lors de la visite, l'exploitant a indiqué ne pas avoir fait réaliser d'analyse des eaux pluviales depuis celle de 2021 et avoir prévu une périodicité de contrôle quinquennale. Étant donné que la concentration en MES atteignait la valeur seuil de l'arrêté préfectoral en 2021, l'inspection a demandé à l'exploitant de refaire une analyse en 2024.

L'exploitant a fourni à l'inspection un bordereau de suivi de déchet dangereux justifiant le curage du séparateur d'hydrocarbures en octobre 2024. L'exploitant a indiqué avoir mis en place un suivi régulier de l'état de propreté du séparateur.

**Relevé de décision :** l'inspection considère que l'exploitant a répondu aux demandes n° 7 et n° 8 du rapport de visite de 2021.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Demande 3 :** l'exploitant transmettra à l'inspection un rapport d'analyse des eaux pluviales (sous 3 mois).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 8 : Clôture**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 07/08/2003, article 4.1.7

**Thème(s) :** Risques accidentels, Clôture

**Prescription contrôlée :**

Sans préjudice de réglementations spécifiques, le site est entouré, sur la totalité de sa périphérie, d'une clôture efficace de 2 mètres de hauteur.

**Constats :**

**Constat lors de la visite du 20/04/2021 :**

Suite à la coupe d'arbres le long de la clôture Nord, un morceau de celle-ci a été abîmé.

**Demande 9 :** l'exploitant réparera la partie de clôture abîmée.

**Constat lors de la visite du 04/10/2024 :**

L'inspection a constaté le jour de la visite que la partie de clôture abîmée avait été réparée.

**Relevé de décision :** l'inspection considère que l'exploitant a répondu à la demande n° 9 du rapport de visite de 2021.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 9 : Réserve d'eau incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/08/2003, article 4.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'établissement doit être pourvu d'une réserve d'eau incendie, située à moins de 100 m des installations, d'une capacité minimale de 300 m <sup>3</sup> .
<b>Constats :</b>  <u><b>Constat lors de la visite du 20/04/2021 :</b></u>  Demande 10 : l'exploitant justifiera à l'inspection que la réserve minimale d'eau d'incendie du site est au minimum de 300 m <sup>3</sup> .  <u><b>Constat lors de la visite du 04/10/2024 :</b></u> L'exploitant a indiqué avoir mesuré la profondeur du bassin avec un fil à plomb (profondeur mesurée de 3 mètres) et a fourni une note de calcul du volume du bassin incendie. Son volume est estimé à 325 m <sup>3</sup> .  <u><b>Relevé de décision :</b></u> l'inspection considère que l'exploitant a répondu à la demande n° 10 du rapport de visite de 2021.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Dispositifs de découplage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/09/2007, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de protection contre les explosions
<b>Prescription contrôlée :</b>  Conformément à l'étude de dangers réalisée par l'exploitant, les fosses, les cellules et la tour sont isolées par l'intermédiaire de dispositifs de découplage. [...] Lorsque le découplage comprend ou est assuré par des portes, celles-ci sont maintenues fermées, hors passages, au moyen de dispositifs de fermetures mécaniques, excepté si la conception des postes ne le permet pas. Dans ce dernier cas, la justification doit en être apportée. L'obligation de maintenir les portes fermées doit a minima être affichée.
<b>Constats :</b>  <u><b>Constat lors de la visite du 20/04/2021 :</b></u>  L'inspection a noté un système de découplage :

- entre le silo plat et la tour d'élévation accolée,
- au niveau de la galerie de sous-cellules du silo vertical.

Entre le silo vertical et sa tour d'élévation, il existe une paroi et une porte mais l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que cette porte possédait les caractéristiques d'un dispositif de découplage. Par ailleurs, cette porte ne disposait ni d'un groom pour s'assurer un maintien en position fermée, ni d'un affichage imposant le maintien de la porte fermée.

**Demande 11 : l'exploitant démontrera à l'inspection, sous un délai de 2 mois, que le site respecte l'article 10 de l'AP du 9 août 2007 à savoir que les fosses, les cellules et les tours sont isolées par l'intermédiaire de dispositifs de découplage.**

**Demande 12 : l'exploitant fera poser sur la porte séparant le silo vertical et sa tour d'élévation un groom et un affichage imposant le maintien de la porte en position fermée (sous un délai d'un mois).**

**Éléments transmis par l'exploitant suite à la visite de 2021:**

Par mail du 07/06/2021, l'exploitant a transmis à l'inspection un document nommé « mise à jour et compléments de l'étude de dangers de mars 2006 » et datant de novembre 2011. Ce document indique que les fosses, cellules et tours du site sont correctement découplées.

**Constat lors de la visite du 04/10/2024 :**

Par mail du 07/06/2021, l'exploitant a indiqué que la porte séparant le silo vertical et sa tour d'élévation est maintenue fermée par le personnel pour limiter l'empoussièrement et qu'un affichage a été mis en place sur cette porte et les consignes ont été redonnées au personnel. Le jour de la visite, cette porte était fermée et un affichage demandant la fermeture de la porte était présent.

**Relevé de décision : l'inspection considère que l'exploitant a répondu aux demandes n° 11 et n° 12 du rapport de visite de 2021.**

**Type de suites proposées : Sans suite**